



Enquêtes de recensement 2004-2006 : taux d'activité en hausse depuis 1999

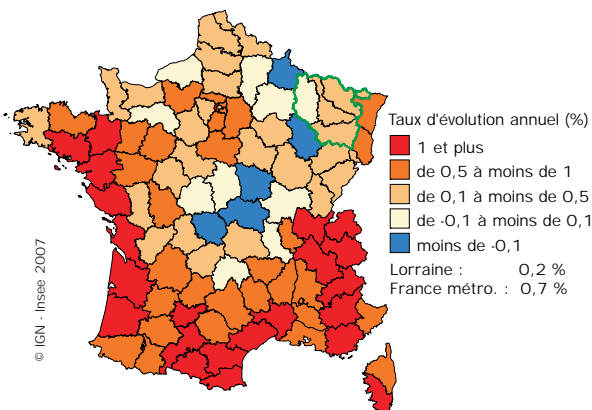
La Lorraine continue de gagner 4 000 habitants chaque année. À l'instar de Thionville, cette croissance profite surtout aux communes du sillon lorrain et de la bande frontalière. Bien qu'en réduction, le solde migratoire reste négatif. La Lorraine ne dégage un excédent qu'avec trois régions du nord de la France. Elle a toutefois accru son attractivité sur les habitants d'Alsace et de Champagne-Ardenne. Le niveau de diplôme des Lorrains s'élève mais la part des diplômés du supérieur reste en deçà de la moyenne nationale. L'élévation du taux d'activité des Lorrains et de celui des Lorrains âgés de 55 à 59 ans a permis de combler une partie du retard de la région en matière d'activité.

Au 1^{er} janvier 2006, la Lorraine compte 2 339 000 habitants selon les résultats des trois enquêtes annuelles de recensement. L'interrogation menée l'an dernier confirme la tendance actuelle à la hausse de la population régionale. La Lorraine continue de gagner un

peu plus de 4 000 habitants par an mais la croissance de sa population reste toujours trois fois moins forte que celle relevée en France métropolitaine (1,3%, contre 4,6%) et loin de la dynamique du pourtour méditerranéen, des Alpes et de la façade atlantique.

Croissance au sud et sur la façade atlantique

Taux d'évolution annuel moyen de la population entre 1999 et 2005 (%)



© IGN - Insee 2007

Sources : Insee, recensement de la population 1999 - enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005

Depuis 1999, la hausse observée en Lorraine profite surtout aux deux départements les plus peuplés, la Meurthe-et-Moselle et la Moselle, qui comptent respectivement 722 000 et 1 037 000 habitants (estimations au 1^{er} janvier 2005), soit une évolution annuelle moyenne de +0,2% par an depuis six ans. La Meuse voit sa population stabilisée à 193 000 habitants et les Vosges se situent à 383 000 (+0,1% par an).

Le sillon lorrain et la bande frontalière

Territorialement, les résultats relevés en 2006 confirment les conclusions tirées des deux vagues d'enquête précédentes. Les petites communes (moins de 10 000 habitants) qui connaissent des évolutions de population



positives sont pour la plupart situées au centre de la région dans le sillon lorrain, ou au nord sur la bande frontalière. Ce développement démographique en «T» est visible dans l'ouest nancéien mais plus encore aux environs immédiats de Metz, Thionville et Longwy où l'on observe les taux de croissance les plus forts. Périurbanisation et attractivité luxembourgeoise restent donc les deux facteurs clés du phénomène. Il faudra néanmoins attendre 2008 et la fin du premier cycle des enquêtes annuelles de recensement pour disposer d'informations sur l'origine géographique de ces populations qui s'installent en nombre dans le nord de la région.

A l'inverse, une zone de décrochage se dessine de plus en plus, de l'Argonne à l'ouest vosgien. Ici, les petites communes enquêtées ces trois dernières années voient en majorité leur population diminuer. Une situation qui ne se limite pas aux franges ouest de la Lorraine mais englobe les territoires voisins en Haute-Marne et en Haute-Saône où le même déclin démographique se profile.

Thionville en tête des grandes communes

L'évolution de la population dans les grandes communes reprend le schéma de développement actuel de la région.

La plus forte augmentation est relevée à Thionville, à l'intersection des deux barres du «T». En six ans, la population y a crû de 1 200 personnes (soit près de 3%) pour atteindre un peu plus de 42 000 habitants estimés début 2005. La ville se rapproche ainsi de son niveau de population maximal d'il y a trente ans.

Metz et Nancy connaissent également des évolutions favorables. Mais si Metz reste la commune la plus peuplée, Nancy connaît une croissance plus rapide.

A l'inverse, Épinal, Saint-Dié-des-Vosges et Lunéville, plus au sud et plus éloignées des zones dynamiques du sillon lorrain, voient leur population baisser.

Déficit migratoire persistant avec les autres régions

Dans un contexte national de mobilité accrue, les échanges migratoires de la Lorraine avec les régions françaises de métropole ont augmenté dans les deux sens. La région a ainsi enregistré chaque année depuis 1999, 18%

d'arrivées et 12% de départs supplémentaires par rapport à la décennie 1990.

Mais si elle a bénéficié depuis 1999, d'un apport migratoire en provenance des autres régions françaises de métropole de l'ordre de 15 600 personnes par an, celui-ci n'a pu compenser les 21 500 départs enregistrés

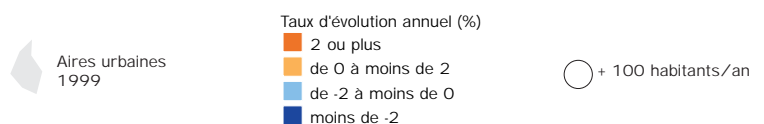
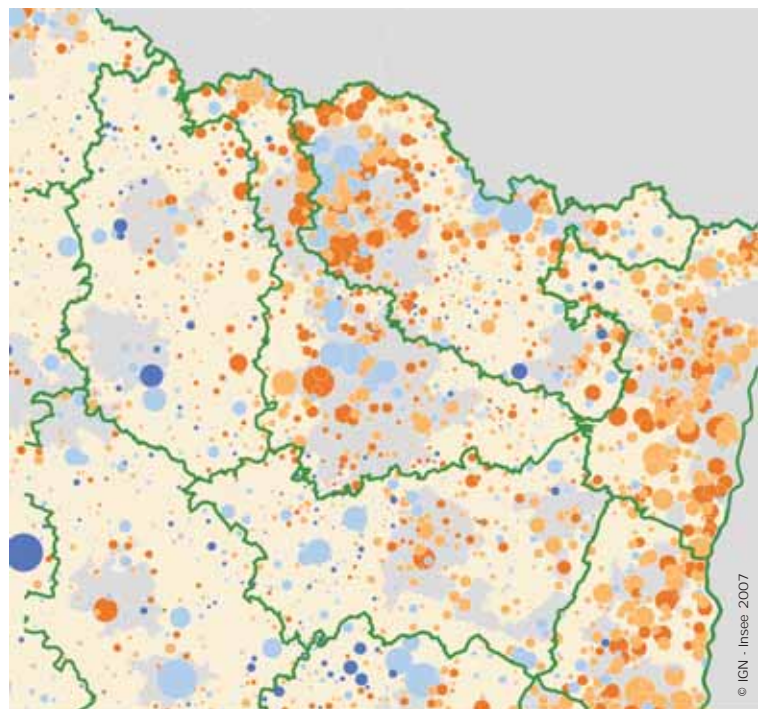
Population en hausse à Thionville, Nancy et Metz

Les plus grandes communes de Lorraine	Population totale estimée au 01/01/2005	Évolution 1999-2005 (%)
Thionville	42 064	2,9
Nancy	105 448	1,8
Metz	124 542	0,7
Vandœuvre-lès-Nancy	31 535	-1,5
Épinal	35 140	-1,8
Forbach	22 369	-1,8
Montigny-lès-Metz	22 927	-2,1
Saint-Dié-des-Vosges	21 896	-3,1
Lunéville	19 386	-4,0

Sources : Insee, recensement de la population 1999 - enquêtes annuelles de recensement 2004, 2005 et 2006

Développement démographique en "T"

Évolution annuelle moyenne de la population des ménages entre 1999 et 2004-2006, dans les communes de moins de 10 000 habitants enquêtées en 2004, 2005 ou 2006



Sources : Insee, recensement de la population 1999 - enquêtes annuelles de recensement 2004, 2005 ou 2006

chaque année sur la même période. La contribution des migrations au sein de l'Hexagone à l'évolution démographique de la région reste donc négative, avec un déficit migratoire de 5 900 personnes par an, de même ampleur que celui observé entre 1990 et 1999.

Les 20-29 ans, étudiants et jeunes actifs en début de carrière, constituent toujours 32% des immigrants. Mais dans ce groupe d'âge, pour 5 000 arrivées annuelles, on compte 7 000 départs.

Pour autant, le déficit migratoire total de la région a été ramené de -7 200 par an entre 1990 et 1999 à -2 200 par an depuis, car le solde annuel des échanges avec les DOM et l'étranger est passé de -1 200 à +3 700. Cet apport migratoire extérieur à la métropole contribue à hauteur d'un tiers à la croissance actuelle de la population lorraine.

Attractivité accrue sur les Alsaciens et les Champardennais

L'Île-de-France joue un rôle majeur dans les migrations interrégionales. Elle représente 16% des entrants en Lorraine et 15% des sortants de la région. Elle est suivie par deux régions limitrophes : l'Alsace (16% et 13%) et la Champagne-Ardenne (14% et 7%). Quant à Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes, elles restent les 3^{ème} et 4^{ème} régions de prédilection des partants.

Globalement, la Lorraine n'est que la 18^{ème} région française en termes d'attractivité. Elle ne dégage un solde migratoire positif qu'avec trois régions du nord de la France : Champagne-Ardenne (700 par an), Nord-Pas-de-Calais (125 par an) et Haute-Normandie (30 par an). Par rapport à la décennie 1990, elle a renforcé son attrait sur les Alsaciens (2 500 arrivées par an depuis 1999, contre 1 700 par an auparavant) et les Champardennais (2 200 arrivées par an, contre 1 700). Mais elle a perdu celui qu'elle exerçait sur les Picards. Et, à l'instar de nombre

de régions du nord de la France, elle reste largement déficitaire avec toutes les régions du sud et de l'ouest, notamment l'Aquitaine, le Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes où l'on enregistre deux à trois fois plus de départs que d'arrivées.

Élévation du niveau de diplôme

En Lorraine, comme en France, depuis 1999, le niveau de formation s'est élevé de manière rapide et générale. La proportion de personnes non diplômées ou titulaires du seul certificat d'études primaires (CEP) est ainsi passée en Lorraine de 40% à 35% entre 1999 et mi-2004.

Les signes de l'élévation du niveau d'éducation se retrouvent dans la proportion de bacheliers qui a progressé, passant de 11% à 13%, tout comme dans celle des diplômés de l'enseignement supérieur qui sont désormais 17%, contre 14% auparavant. Toutefois, la Lorraine ne se classe qu'au 12^{ème} rang national en la matière, ex-aequo avec les régions Auvergne, Bourgogne, Centre, Corse, Haute-Normandie et Nord-Pas-de-Calais. Et en restant toujours quatre points en deçà de la moyenne nationale, elle n'a pas comblé son retard avec le reste du pays.

Moins de femmes «actives» qu'en France

À la mi-2004, il y avait 1 022 600 actifs en Lorraine, dont 890 300 ayant un emploi.

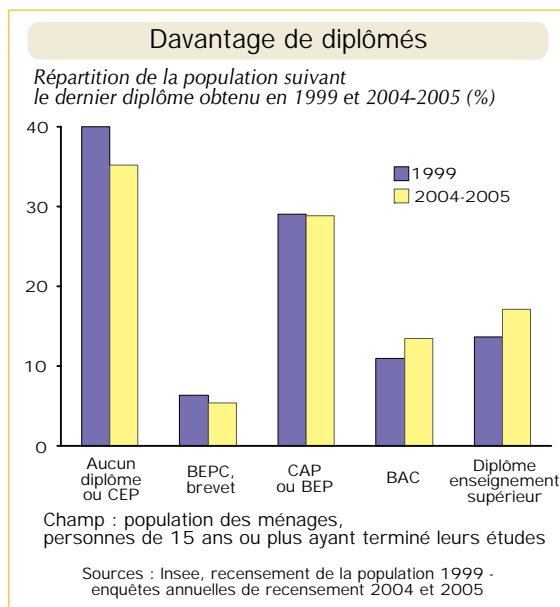
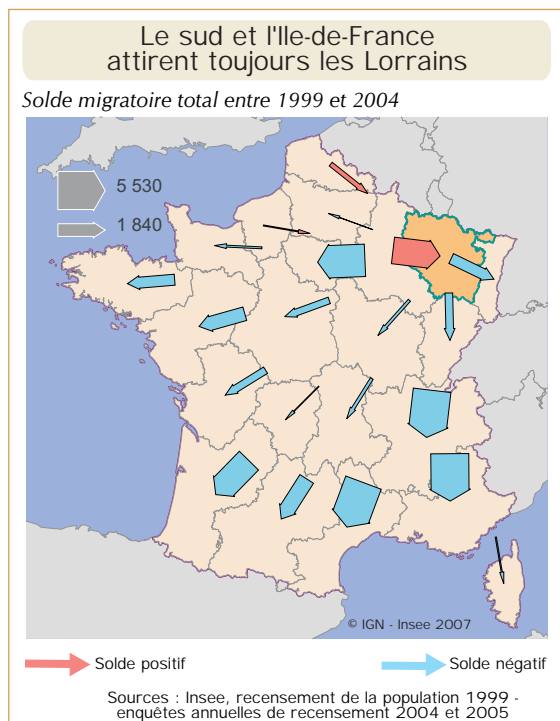
Parmi les Lorrains âgés de 15 à 64 ans, 71% se portent sur le marché du travail. Mais malgré une augmentation du taux d'activité de 1,4 point en cinq ans, la Lorraine ne se classe ici qu'au 18^{ème} rang des régions françaises, un point en dessous de la moyenne nationale, et plus de trois points en retrait de sa voisine alsacienne.

Les Lorrains, surtout, restent parmi les «moins actives» de France. Depuis 1999, l'écart avec le niveau national s'est ré-

duit, passant de 4,4 points à 2,2 points, mais leur taux d'activité n'est que de 65% en 2004 (pour les 15 à 64 ans), contre 67,5% pour les Françaises de métropole du même âge. Seules les femmes des régions Corse, Languedoc-Roussillon, Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont «moins actives».

De fait, l'écart de taux d'activité entre les hommes et les femmes demeure un des plus élevés de France : plus de 12 points, contre 10 points au niveau national.

La Lorraine, comme toutes les autres régions, ne dépasse pas non plus l'objectif européen de 70% de



Savoir plus :

Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2006 :

- Les départements du Sud et du littoral atlantique gagnants au jeu des migrations internes - Insee Première n° 1116 - janvier 2007.

- Les taux d'emploi vont de 56,9% en Languedoc-Roussillon à 66,8% dans les Pays de la Loire - Insee Première n° 1117 - janvier 2007.

Site Internet : www.insee.fr

Depuis 2004, un **recensement annuel** remplace le comptage effectué tous les huit à neuf ans. Tous les habitants ne sont pas recensés la même année, mais l'ensemble du territoire français est pris en compte au bout d'un cycle de cinq ans. Le premier cycle s'achèvera fin 2008.

La méthode de recensement diffère selon la **taille des communes**. Celles de moins de 10 000 habitants sont recensées exhaustivement tous les cinq ans, par roulement. Au bout de cinq ans, l'ensemble de leur population aura donc été recensé. Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le recensement se fait par sondage. Chaque année a lieu une enquête de recensement sur 8% des logements. Au bout de cinq ans, environ 40% des ménages de ces «grandes» communes aura donc reçu la visite d'un agent recenseur.

Ministère de l'Économie,
des Finances et de l'Industrie

Insee

**Institut National de la Statistique
et des Études Économiques**

Direction Régionale de Lorraine

15, rue du Général Hulot

CS 54229

54042 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 91 85 85

Fax : 03 83 40 45 61

www.insee.fr/lorraine

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Paul FRANÇOIS

Directeur régional de l'Insee

COORDINATION RÉDACTIONNELLE

Christian CALZADA

Gérard MOREAU

RESPONSABLE ÉDITORIAL ET

RELATIONS MÉDIAS

Jacqueline FINEL

RÉDACTRICE EN CHEF

Agnès VERDIN

SECRÉTARIAT DE FABRICATION

MISE EN PAGE - COMPOSITION

Marie-Thérèse CAMPISTROUS

Marie-Odile LAFONTAINE

ISSN : 0293-9657

© INSEE 2007

taux d'emploi à horizon 2010 affiché lors du sommet européen de Lisbonne en 2000. Parmi les Lorrains âgés de 15 à 64 ans, seuls 63% ont un emploi.

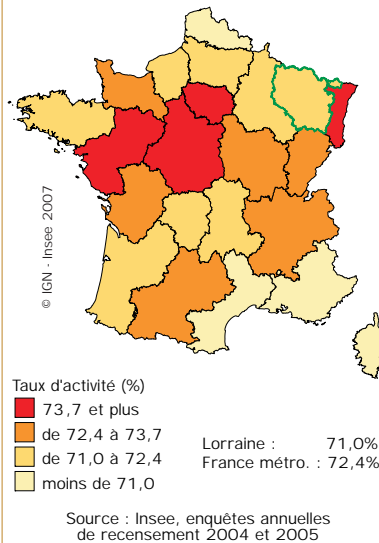
Remontée du taux d'activité des hommes de 55 à 59 ans

Le taux d'activité des hommes s'élève à 77%, soit quasiment le même niveau que celui observé en France métropolitaine. Depuis 1999, il a progressé dans les classes d'âge les plus extrêmes. Les jeunes Lorrains de 20 à 24 ans sont ainsi désormais 76% à être actifs, soit deux points de plus qu'en 1999 (un phénomène dû en partie au nouveau concept d'activité retenu depuis 2004, voir définitions). Ils entrent par ailleurs toujours plus précocement dans la vie professionnelle que les jeunes Français. Une situation à relier au type d'études effectuées par les Lorrains, qui privilégient les filières courtes ou préparant directement à l'exercice d'un métier.

Les hommes de 55 à 59 ans sont également plus nombreux à se porter sur le marché du travail. Avec la fin des grandes vagues de mises en préretraite ou de cessations progressives d'acti-

Un taux d'activité plus faible que la moyenne nationale

Taux d'activité des 15-64 ans en 2004-2005 (%)



Le taux d'activité qui était le plus faible de France en 1999, a depuis enregistré la plus forte augmentation, mais reste au 18^{ème} rang en 2004 à 60,6%.

■ Philippe DEBARD

Définitions

La **population** étudiée ici porte sur le seul champ des ménages. Sont donc exclues les populations des communautés (cités universitaires, maisons de retraite, etc.).

Le **dernier diplôme obtenu** concerne les personnes âgées de 15 ans ou plus, appartenant à un ménage ordinaire, n'étant pas inscrites dans un établissement d'enseignement. Ceci permet de repérer celles qui ont terminé leurs études. Les élèves et étudiants en cours d'étude ne sont donc pas comptabilisés dans ces tableaux.

L'**âge au moment de la migration** est une estimation car l'âge pris en compte est celui au moment du recensement, et non pas celui au moment de la migration, que l'on ne connaît pas. Pour la période 1999-2005, par exemple, la migration des personnes qui avaient 25 ans en 2005, comptabilisées dans les migrations des «20-29 ans», a pu en fait se produire entre leur 19^{ème} et leur 25^{ème} année. Les tranches d'âge ont été choisies pour correspondre approximativement aux grandes périodes de la vie d'adulte : 20-29 ans (études supérieures et entrée dans la vie active), 30-59 ans (vie active), 60 ans et plus (retraite).

Un nouveau **concept d'activité** a été adopté dans le questionnaire depuis 2004 dans les enquêtes de recensement de la population, afin de mieux repérer les personnes qui exercent une activité professionnelle et sont par ailleurs dans une autre situation. La population active intègre ainsi désormais les étudiants ayant une activité réduite et les retraités continuant une activité professionnelle (cas des militaires notamment). L'effet est donc sensible aux âges extrêmes, de début et de fin d'activité et affecte les taux d'emploi et d'activité présentés ici. Toutefois, afin de permettre de comparer mi-2004 et 1999, on s'est efforcé de fournir, pour mi-2004, des taux recalculés selon un concept proche de celui du recensement de la population de 1999.

Le **taux d'activité** est le rapport entre la population active et la population totale de même sexe et de même âge. Conventionnellement, le taux d'activité d'ensemble est estimé sur la population de 15 à 64 ans.